Lettres politiques

Autor(en): **Mayr, Wieland**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Wissen und Leben**

Band (Jahr): **9 (1911-1912)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-748792

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LETTRES POLITIQUES

I.

L'INDIFFÉRENCE EN MATIÈRE POLITIQUE

Monsieur le Directeur,

Que notre Saint-Père l'Etat vous protège et vous préserve des passions politiques, réactionnaires ou révolutionnaires! Mais qu'il vous livre plutôt à ces furies que de vous laisser tomber dans l'indifférence politique. Car on peut dire de celle-ci ce que Lamennais disait éloquemment de l'indifférence religieuse:

> Le siècle le plus malade n'est pas celui qui se passionne pour l'erreur, mais le siècle qui néglige, qui dédaigne la vérité.

Je vous écris, Monsieur le Directeur, sous l'empire de cette même crainte: que, de l'indifférence de tous, l'intérêt de quelques-uns (et non des meilleurs) trouve son compte. Il y a une année environ, isolé au milieu d'une forêt dominant un lac italien, perdu dans une retraite qu'habitaient autrefois des moines point trop austères, je me souvins, par contraste sans doute avec la solitude, que j'étais un „politikon zôon", un être sociable. La paix qui régnait sous les arbres était propice à la méditation de cette thèse d'Aristote. Elle m'inspira ces pensées exemptes de passion :

Personne ne nie le mal dont souffre la politique: l'indifférence des citoyens pour la chose publique inquiète et désespère. Le diagnostic s'en établit automatiquement après chaque consultation populaire; rarement plus de la moitié des électeurs inscrits sur les registres civiques a pris part au scrutin. Il faut des circonstances exceptionnelles pour que se produisent les levées en masse. Et encore, le peuple, mal habitué à exprimer son opinion, se trompe-t-il parfois dans ces sursauts d'énergie. Il passe de la confiance, de la crédulité aveugles à la méfiance la plus ridicule.

Si le mal de l'indifférence est indiscutable, les remèdes proposés se montrent malheureusement inefficaces. Il est certain que cette impuissance vient de l'empirisme qui ordonne, au jugé, des remèdes avant d'avoir cherché les causes du mal. Les mèges

font ainsi, pressés de vendre leurs drogues et d'expédier le patient, fût-ce „ad patres". Les médecins sérieux auscultent le malade, puis établissent le diagnostic. Pour cela, il faut avoir des loisirs. Et puisque „deus nobis haec otia fecit", examinons notre malade.

Notons en passant les palliatifs qu'on a apportés au mal de l'indifférence: Le vote obligatoire, ce moyen qui semble couper le mal par la racine, répugne au libéralisme autant que l'imposition d'une croyance religieuse ou l'accomplissement forcé d'un acte rituel.

A Zurich, vous avez, certes, pu obliger le citoyen à émettre son opinion . . . même s'il n'en a pas. Mais l'avez-vous intéressé au sort du pays, lui avez-vous infusé l'amour de la chose publique, l'avez-vous surtout instruit de ce qu'il ignore? Je n'en suis pas sûr. Certainement, vous lui avez inspiré la crainte de l'amende, et lui avez appris le chemin du bureau électoral comme à l'enfant le chemin de l'école. Mais si l'électeur a déposé dans l'urne son bulletin de vote, animé du même esprit avec lequel il paie son bordereau d'impôt, vous avez fait là de belle besogne!

Vous m'objecterez peut-être qu'on peut assimiler le vote au service militaire. Permettez, l'armée est une dure nécessité, et un reste de barbarie. Est-il donc si pénible pour „l'homo sapiens" d'avoir une opinion, et faudra-t-il recourir au „service civique" obligatoire et laïque?

Excusez-moi, je vous prends à partie et vous n'êtes peut-être point partisan du vote obligatoire! Mais vous me servez utilement de contradicteur . . .

On a pu croire également que l'élection directe de certains magistrats et de certains conseils ranimerait l'ardeur civique des électeurs. Mais ce „postulat démocratique", réclamé à grands cris par les partis avancés, n'a produit qu'un feu de paille, et cette conquête effectuée, les élections n'en ont pas été plus animées. Parfois même, l'élection de certains magistrats a eu lieu avec une honteuse abstention, résultat d'une indifférence générale.

Il faut remuer les masses, disent d'aucuns.

Si l'on entend par là lancer les hommes les uns contre les autres, allumer des haines qui ne s'éteindront que sur des ruines, grand merci! Essayez donc de remuer les masses en battant du tambour et en couvrant les journaux d'appels chaleureux ou dé-

sespérés: vous ne provoquerez que le sourire des uns, et vous constaterez par un lamentable résultat négatif que l'apathie des masses n'a pas varié. Non, ce n'est pas en criant pathétiquement: „Nous voulons remuer les masses“ qu'on secouera l'indifférence. C'est le „marchons, marchons“ de chœurs d'opéras que la chute du rideau trouve encore sur place.

* * *

Mais, j'entends dire: „Comment pouvez-vous prétendre que l'intérêt public se perd? Jamais nos fêtes nationales n'ont été si nombreuses et fréquentées; jamais on n'a vu un pareil enthousiasme...“

Qui affirme cela? Les journaux officieux, qui s'élèvent vivement contre toute restriction du nombre de ces réjouissances démocratiques. Il est aisé de comprendre pourquoi.

Sans doute, il suffit au bonheur de certains élus de monter à la tribune d'une cantine bruyante et d'y lancer quelques bons lieux communs, d'amuser ou de flatter le peuple attablé et bon enfant, puis de redescendre, acclamés et satisfaits, en serrant généreusement les mains tendues, enfin de boire en joyeuse compagnie jusque bien avant dans la nuit. C'est une concession au principe démocratique, je veux bien; je comprends les nécessités électorales et le souci de la popularité.

Mais quel est l'homme politique qui, dans une de ces liesses, oserait dire quelque dure vérité à ses auditeurs, non pas à l'adresse d'adversaires imaginaires ou absents, mais à ceux mêmes dont il dépend? Au contraire, ce ne sont que redondants discours où les flagorneries s'entrelardent de fades déclarations d'amour à la Patrie. Et pendant qu'on évoque cette chère image, les fourchettes tapent sur les assiettes, et tintent contre les verres.

Je ne crois pas qu'après ces fêtes, les électeurs se montrent plus empressés à courir au scrutin, ou plus intéressés aux affaires publiques. Les tirs cantonaux et fédéraux, les fêtes de gymnastique et de chant ont leur raison d'être, mais ce ne sont point des fêtes patriotiques, ce ne sont point des cultes civiques où la pensée s'élève, où l'on communie et où l'on est exhorté. Ce sont tout au plus des kermesses, des foires aux vanités politiques dont le résultat se produit par l'élection certaine du discoureur officiel, par quelques milliers de bouteilles vidées à la cantine,

et par la gêne au domicile de quelques électeurs qui ont trop fait bombance.

* * *

Il me paraît, Monsieur le Directeur, qu'il y a dans le corps électoral une grande atonie et un profond dégoût. Nous souffrons d'une neurasthénie fonctionnelle et non d'une maladie organique.

La politique dégoûte ou ennuie les électeurs. Elle leur paraît fade ou écœurante. Mais alors, voilà le mal: la politique, se sont écriés d'excellents citoyens. Sus à la politique!

Je pense bien que vous refuseriez d'enfourcher votre destrier pour vous lancer contre ce moulin à vent. Car, qu'est-ce que „la politique", sinon une abstraction? Vous avez raison de rester calme, car il est ridicule de s'attaquer à une abstraction.

Donc, nous n'y sommes pas encore. Mais ne craignons pas de pousser plus loin notre examen, et si le malade crie sous la palpation, c'est bien que nous touchons au point sensible.

Qu'y a-t-il derrière cette abstraction? Des institutions et des hommes. Bon. Vous êtes-vous demandé qui conduit la politique chez nous? — Le peuple. Ouf! (sauf votre respect, car je m'adresse à un interlocuteur imaginaire). Dites plutôt quelques comités, quelques hommes qui conduisent le navire de l'Etat en épiant la direction des vents de l'opinion.

Et je ne vous le cacherai pas plus longtemps: les auteurs du mal dont nous souffrons sont les hommes politiques eux-mêmes. J'espère vous le démontrer dans une prochaine lettre.

Civiquement à vous

LA CHAUX-DE-FONDS WIELAND MAYR

Pour répondre à M. Wieland Mayr, j'attendrai la suite de cette lettre. Je ne partage pas absolument toutes ses idées, mais j'estime, comme pour M. de Reynold, que certaines choses doivent être dites. Nous voyons dans cette discussion sincère un devoir patriotique; et puisque certains journaux ne tolèrent plus qu'*une* opinion, nous nous ferons un honneur d'accueillir les indépendants à *Wissen und Leben*. Un fait tout récent suffit à prouver que, dans notre vie politique, il y a quelque chose d'anormal; c'est l'élection de M. Naine au Conseil National; je déplore cette élection, très vivement, comme celle de M. Willemin à Genève; mais enfin je constate qu'elle s'est faite, malgré l'opposition radicale, et à une majorité qui en augmente la signification. Dès lors, il ne suffit plus de déplorer; il faudrait *expliquer;* M. Wieland Mayr nous obligerait beaucoup en donnant cette explication.

BOVET

□□□